

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 03/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NUFARM

Grande Allée Zone industrielle secteur C
Notre Dame de la Garenne
27600 Gaillon

Références : UBDEO.ERA.25.02.72.SG
Code AIOT : 0005800370

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2025 dans l'établissement NUFARM implanté Grande Allée Zone industrielle secteur C Notre Dame de la Garenne 27600 Gaillon. L'inspection a été annoncée le 31/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action dit « post-Lubrizol », un ensemble d'évolutions réglementaires ont été menées en 2020 et 2021 pour mieux anticiper une situation accidentelle. Plusieurs événements récents ont cependant confirmé une problématique associée à la gestion de la perte d'électricité, et le défaut ou le manque de secours visant à pallier cette perte :

- à l'occasion d'événements d'ampleurs, tels que tempêtes, lors desquels l'autonomie des dispositifs de secours n'ont pas permis de pallier la durée de coupure et ont conduit à des défaillances d'équipements de sécurité ;

- à l'occasion d'évènements particuliers de pertes électriques (défaillance), qui ont mis en évidence des défauts de préparation ou de maintenance des dispositifs de secours.

Ces différents évènements ont mis en lumière la nécessité de reposer les doctrines actuelles en matière d'anticipation des pertes d'utilités.

Ainsi, l'inspection du 18 février 2025 entre dans le cadre de l'**action nationale sur les pertes d'utilités électriques**.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NUFARM
- Grande Allée Zone industrielle secteur C Notre Dame de la Garenne 27600 Gaillon
- Code AIOT : 0005800370
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société NUFARM pratique sur son site de Gaillon :

- la synthèse
- la formulation
- et le conditionnement d'herbicides, de fongicides et d'insecticides ainsi que de régulateurs de croissance.

Les installations du site NUFARM de Gaillon sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral n°D1-B1-15-176 du 18 février 2015 modifié autorisant l'exploitation de l'établissement. Le site est classé SEVESO Seuil Haut, compte-tenu des quantités de produits toxiques et dangereux pour l'environnement, fabriqués et stockés sur le site (rubriques 4120, 4130, 4510 et 4511). Il est également identifié comme prioritaire IED (rubrique principale 3440 - Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique de produits phytosanitaires).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
2	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Actions engagées pour la mise	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	en sécurité (3.b)			
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
6	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
7	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
8	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
9	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a rappelé le contexte de l'action nationale dans le cadre du plan d'actions post-Lubrizol. L'exploitant est notamment invité à prendre connaissance et à tirer les enseignements du flash ARIA publié par le BARPI sur ce thème.

L'inspection note que l'exploitant a identifié les installations critiques du site via la méthode HAZOP. Des groupes électrogènes sont en place, maintenus et testés à fréquence régulière. Néanmoins, l'exploitant doit renforcer la rigueur des contrôles en ce qui concerne le niveau de fioul, élément déterminant l'autonomie du site. Il justifiera de la durée d'autonomie des différents secours prévus et le cas échéant, prévoira les mesures compensatoires.

Ainsi, l'inspection demande à l'exploitant, dans un délai de 2 mois, de répondre aux sollicitations du présent rapport qui doivent permettre de s'interroger en profondeur sur les risques associés aux process du site et sur les actions à mener afin d'éviter tout accident industriel.

En conclusion, il apparaît que s'il existe effectivement des procédures et des contrôles, le caractère satisfaisant et complet de ces dispositifs reste à démontrer.
A l'issue, l'exploitant devra déterminer le plan d'actions pour la conformité à l'article 56 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni avant l'inspection le plan de masse du site. Celui-ci présente notamment les réseaux d'eau, de gaz, réseau incendie, câbles HT et BT. Par contre, celui-ci ne permet pas d'identifier clairement les postes de transformation et les bâtiments associés.</p> <p>L'exploitant présente en séance le PID (Schéma de tuyauterie et d'instrumentation) des utilités électriques.</p> <p>Le bâtiment I06 correspond au poste d'arrivée et de comptage de l'électricité. Il alimente le poste 1 situé en I03 et le transformateur du bâtiment C02.</p> <ul style="list-style-type: none"> Le poste 1 dispose de 2 transformateurs : le premier de 1000kVA fournit l'alimentation de 70% du site, il alimente le secteur A, le bâtiment C00 notamment. Un deuxième transformateur de 400kVA alimente la pompe du puit n°3 (pompe de forage des eaux d'incendie). <p>Le poste 1 alimente en I02 le transformateur de la centrale air comprimé, ainsi que le poste 2 en I04.</p> <ul style="list-style-type: none"> Le poste 2 dispose d'un transformateur à l'arrêt et d'un transformateur dédié à l'alimentation de magasins, du bâtiment B07, de la vanne VM01 de rejet en Seine. <p>Un 2e poste d'arrivée alimente la chaufferie.</p> <p>L'exploitant indique être classé site prioritaire par ENEDIS. Le site dispose d'une puissance de 750kW.</p> <p>Lors d'une coupure électrique, l'exploitant indique le déclenchement :</p> <ul style="list-style-type: none"> des éclairages de secours, des dispositifs de secours existants, de message d'alerte aux responsables technique et électrotechnique liés à la mise en

route des batteries informatiques du local B09. Il n'existe pas d'alarme spécifique à la coupure électrique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il convient que l'exploitant complète le plan de masse présenté en identifiant les postes d'arrivée et transformateurs. Ce plan indiquera utilement l'emplacement des groupes électrogènes et secours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise que le site ne met plus en œuvre de process continu. Aussi, en cas de perte d'électricité, la production s'arrête.</p> <p>L'exploitant a transmis avant la visite le "Plan de sauvegarde des installations en cas de perte des utilités", ce document indique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les risques générés, • les moyens de sauvegarde déclenchés automatiquement, • le plan de sauvegarde à mettre en œuvre : la première action est la mise en sécurité des ateliers de production. <p>L'exploitant a identifié les installations critiques du site via la méthode HAZOP (méthode d'analyse des risques industriels). Il a transmis après l'inspection un extrait de l'HAZOP du process de synthèse utilisé dans l'atelier C00 : le tableau présente pour chaque déviation, les causes possibles, conséquences et protections mises en place. L'inspection s'interroge sur la colonne "Action" de ce même tableau qui précise de "vérifier que le ventilateur de l'abattage est secouru". Or la fiche reflexe de l'atelier C00 précise que le "moteur du ventilateur d'abattage process n'est pas secouru", ce qui est incohérent.</p> <p>Par ailleurs, bien que les installations critiques identifiées semblent pertinentes vis à vis des risques associés, l'inspection s'interroge sur la bonne prise en compte de toutes les MMR du site.</p>

<p>L'inspection pense par exemples aux détecteurs d'HCN, mesures de maîtrise des risques du process C00.</p> <p>En termes de moyens de communications, l'exploitant dispose de téléphones portables et de talkie walkie. L'information de l'autonomie des batteries n'est pas connue au jour de la visite.</p> <p>En cas de coupure par le fournisseur d'électricité (celle-ci peut également être causée par une défaillance interne ou un phénomène naturel), l'exploitant est prévenu par message et dispose au poste de garde du numéro d'appel afin de s'informer de la durée prévisionnelle de la coupure.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier de la prise en compte de toutes les Mesures de Maitrise des Risques du site dans la définition de la stratégie en cas de rupture d'alimentation électrique. A défaut, cette stratégie doit être révisée en conséquence.</p> <p>Il convient que l'exploitant justifie de l'autonomie des moyens de communication à utiliser durant la coupure.</p> <p>Il justifiera la réalisation des actions mentionnées dans l'HAZOP du process de synthèse de l'atelier C00.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a identifié les équipements critiques suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • vanne VM1 de rejet en Seine, • puit n°3, puit de forage des eaux d'extinction incendie, • puit n°2, puit de forage d'alimentation en eau (process, autre), • atelier C00. <p>Un groupe électrogène est dédié à chaque équipement. Ils sont déclenchés automatiquement en</p>

<p>cas de perte d'utilité.</p> <p>La vanne VM1 est la vanne de rejet en Seine, il s'agit d'une MMRI. Elle se ferme automatiquement en l'absence de courant électrique. Le groupe électrogène relié secourt la vanne ainsi que les détecteurs l'asservissant (COTmètre, pH...).</p> <p>L'atelier C00 doit être secouru en raison de la formation possible de chlorure d'hydrogène et cyanure d'hydrogène dans les process de synthèse. L'écran de supervision de l'atelier est secouru par un onduleur, Un groupe électrogène secourt les pompes de circulation de l'abattage process et la pompe boucle eau glycolée. Cependant, d'autres MMR sont présentes sur ce process tels que par exemple les détecteurs HCN et HCL.</p> <p>Par ailleurs, dans la mesure où d'autres scénarios d'accidents majeurs sont associés à d'autres installations que l'atelier C00, l'inspection ne peut que s'interroger sur le caractère complet de la liste des équipements critiques du site, devant être secouru et maintenu en service et /ou mis automatiquement en position de sécurité conformément aux présentes dispositions.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier et argumenter sur le maintien en service ou la mise en sécurité de toutes les MMR du site en cas de défaillance de l'alimentation électrique.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; • les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;

- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Constats :

La perte d'électricité entraîne l'arrêt des agitations, des pompes d'abattage, des ventilateurs d'abattage. Les procédures ne permettent pas de comprendre le devenir des autres systèmes et dispositifs : alimentation depuis les parcs vracs, refroidissement, suivi des paramètres de conduite, détection incendie, détection gaz, etc...

La procédure de mise en sécurité consiste dans la réalisation de fiches reflexe. L'exploitant a présenté les fiches reflexe en cas de panne d'électricité sur l'atelier C00 et A04.

En termes de formation, les agents sont formés à la prise de poste. D'autre part, l'ensemble des consignes doit être revu au redémarrage de la campagne. L'exploitant a transmis la check list de démarrage de synthèse NAD (C00) qui comprend la revue des fiches reflexe de l'atelier.

Sur l'atelier C00, la fiche reflexe comprend:

- les chargements et transferts sont arrêtés (fermeture manuelle des vannes),
- l'arrêt des distillations,
- prévenir l'astreinte,
- vérifier le démarrage du groupe électrogène (secours abattage et groupe froid).

<p>Pour l'atelier A04, qui n'est pas secouru, un appoint d'eau est réalisée sur la colonne d'abattage. L'inspection note qu'aucune disposition n'existe pour formaliser la mise en sécurité.</p> <p>Par ailleurs, une procédure d'urgence est déclenchée en cas de POI/PPI. Elle indique les actions à mener selon le process en cours.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de:</p> <ul style="list-style-type: none"> justifier de l'absence de secours de l'atelier A04. En cas de justification, l'intérêt de l'appoint unique d'eau sur la colonne d'abattage du A04, dans la mesure où l'atelier A04 n'est actuellement pas secouru par un groupe électrogène préciser les conséquences d'un arrêt d'alimentation sur l'ensemble des éléments du process C00 justifier du temps nécessaire pour mettre le process en sécurité prévoir les moyens de traçabilité permettant de formaliser la mise en sécurité.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'aucune surveillance particulière n'est prévue afin de s'assurer de la pérennité de la mise en sécurité.</p>

L'inspection relève néanmoins que la supervision du groupe C00 est secourue par un onduleur. L'exploitant devra préciser l'autonomie de l'onduleur et le cas échéant, les mesures compensatoires de surveillance prévues sur le process.

Par ailleurs, l'exploitant n'a pas envisagé le cas de la perte d'alimentation électrique sans reprise par les groupes électrogènes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant :

- d'identifier les dérives réactionnelles susceptibles de se produire en cas de perte d'alimentation électrique avec dysfonctionnement des groupes électrogènes ainsi que les scénarios d'accident qui en découlent ;
- de définir le mode opératoire à suivre pour la mise en sécurité de ces installations en cas de dérives réactionnelles suite à une perte d'alimentation électrique ;
- de définir les mesures de surveillance si un tel événement survient tels que : vérifier l'absence de perte de niveau, l'absence d'augmentation de pression, l'absence de fuite avec une détection gaz secourue électriquement, etc.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »

Constats :

Le site dispose de 4 groupes électrogènes.

Chaque groupe possède une réserve de fioul locale, dont le volume diffère, qui sont approvisionnés à partir deux réserves de 3000L. La procédure de contrôle ne précise pas le niveau minimum des réserves locales entraînant un réapprovisionnement.

Les deux réserves de 3000 L servent également à l'approvisionnement des chaudières tertiaire et des chariots. L'exploitant indique que ces réserves sont approvisionnées sous le seuil de 1000L. Un relevé des niveaux serait fait chaque semaine, ce que l'exploitant ne formalise pas.

Un onduleur secourt notamment la supervision de l'atelier C00.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit:

- compléter les procédures de réapprovisionnement des réserves de fioul
- formaliser le relevé de chaque réserve de fioul, élément déterminant pour la durée d'autonomie du site.
- justifier de la durée d'autonomie de l'onduleur

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7

Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique

Prescription contrôlée :

Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel.

Constats :

L'inspection a interrogé l'exploitant sur l'autonomie des groupes électrogènes. La fiche technique du groupe électrogène VM1 indique pour un réservoir grande autonomie de 650L, une autonomie pour 75% de puissance de 52 heures. Cependant, l'inspection s'interroge sur la puissance nécessaire à l'alimentation de la vanne VM1. En effet, si celle-ci est supérieure à 75%, l'autonomie ne sera pas de 52 heures.

L'exploitant avance une autonomie de la détection incendie du site de 2h, sans présenter de justificatif à l'inspection. Ainsi, un incendie intervenant au delà de cette période ne serait pas détecté par la centrale incendie. Si cette valeur est avérée, il est impératif que l'exploitant mette en œuvre des mesures compensatoires en l'absence de détection, et anticipe la mise en œuvre de l'extinction manuellement, le cas échéant.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la durée d'autonomie des groupes électrogènes, des onduleurs et des batteries.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier de l'autonomie du site en précisant l'autonomie de chaque groupe électrogène, onduleur, batterie au regard des puissances à secourir. Il précisera les mesures compensatoires prévues pour palier à l'arrêt d'équipements.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 8 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'études de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.</p> <p>Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.</p> <p>Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué plusieurs procédures de contrôle en place. En premier lieu, une coupure générale du site est réalisée tous les 2 ans pour l'entretien des transformateurs par un prestataire externe.</p> <p>Le contrôle annuel des groupes électrogènes est réalisé par un prestataire externe. L'exploitant indique que le contrat comprend une astreinte. Les rapports d'intervention des groupes C00, puits 2 et 3, de juillet 2024, ont été transmis à l'inspection. La batterie du groupe puits 2 devant être remplacée, l'exploitant a transmis le justificatif de commande.</p> <p>L'exploitant a transmis les derniers contrôles des groupes électrogène réalisé par le service HSE daté du 28 janvier 2025. Le test comprend:</p> <ul style="list-style-type: none"> - toutes les deux semaines ou un mois : une vérification niveau fioul, une vérification niveau huile, test lampes et pour les groupes électrogènes des puits 2 et 3: vérification ouverture vanne air

<p>comprimé, état des cosses batteries notamment.</p> <p>- tous les mois : un démarrage à vide du groupe. Le document indique que le groupe doit fonctionner au moins 3 minutes (groupe vm1, puits 2 et 3), un minimum de 30 minutes est requis pour le groupe du C00.</p> <p>L'inspection constate que le niveau de fioul n'est pas indiqué pour le groupe C00 et le groupe du puit 2.</p> <p>L'inspection s'est rendue au poste du groupe C00, où l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer la prise de niveau.</p> <p>Une procédure de test MMRI est pilotée par la maintenance. Pour le groupe C00, ce test est requis à minima une fois par an et consiste à vérifier après une coupure, le démarrage du groupe et le redémarrage des pompes du système d'abattage et de l'eau glycolée. L'inspection note que la procédure ne précise pas de durée d'allumage du groupe.</p> <p>Les procédures ne précisent pas de démarrage en charge des groupes.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> mettre en place les actions correctives garantissant le relevé des niveaux de carburant, ce relevé devant déclencher, au dessous d'un seuil, une alerte et un approvisionnement. justifier les modalités et conditions de tests mises en œuvre pour chacun des tests réalisés ; compléter et mettre à jour au besoin les procédures de tests En particulier, la durée de tests et le pourcentage de charge des tests doivent être précisé le cas échéant. <p>L'inspection des installations classées rappelle qu'au regard du guide DT93 (Guide méthodologique pour la gestion et la maîtrise du vieillissement des MMRI), il est préconisé de procéder pour les groupes électrogènes de sécurité à des essais de démarrage automatique avec une charge nominale de 50% de la puissance du groupe et fonctionnement avec cette charge pendant une durée minimale de 30 minutes. Ces conditions minimales de tests doivent être respectées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 9 : Plan d'action (6)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026</p>
<p>Constats :</p> <p>Au jour de la visite, l'exploitant n'a pas identifié de plan d'actions pour mettre son installation en</p>

conformité avec les dispositions de l'article 56 de l'AM du 4/10/2010
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au regard des demandes formulées dans les précédents points de contrôle, il apparaît nécessaire que NUFARM mette en place un plan d'action pour mettre ses installations en conformité avec les dispositions de l'article 56 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 (voir point de contrôle n°2 sur les MMR et barrières de sécurité et compte tenu que certains parties d'ateliers ne sont pas secourus à ce jour)</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois